

[Print](#)

La Grèce s'est rendue : mais à qui exactement ?

De [Diana Johnstone](#)

Global Research, juillet 23, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-grece-sest-rendue-mais-a-qui-exactement/5464133>

Paris.

Le 12 juillet, la Grèce a capitulé de façon abjecte et totale. Le Premier ministre Alexis Tsipras, qui avait promis de combattre le plan d'austérité qui poussent les grecs à la ruine, à la pauvreté et au suicide, a trahi toutes ses promesses, a nié la volonté du peuple exprimée lors du référendum du 5 juillet et a mené le parlement grec à accepter un accord avec les créanciers de la nation encore plus mauvais que tous ceux qui ont déjà coulé l'économie et avec lequel on abandonne encore plus les dernières bribes de souveraineté nationale.

Oui, la Grèce a capitulé sans condition, comme cela a été clairement et avec éloquence exprimé ici et ailleurs. Mais une question cruciale n'a pas trouvé de réponse satisfaisante. À qui, exactement, la Grèce s'est elle rendue ?

Une réponse commune à cette question est : l'Allemagne. Les pauvres Grecs ont capitulé face aux Allemands arrogants. Ce thème a servi pour ranimer des sentiments antiallemands restés depuis la Seconde Guerre mondiale. *Frau* Merkel est décrite comme la vilaine sans cœur. Une chose est sûre : l'animosité entre la Grèce et l'Allemagne réveillée par cette catastrophe de la dette est la preuve que le « rêve européen » de transformer les nations historiques de l'Europe de L'Ouest en une unique fédération fraternelle, sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique, est un flop total. Le sentiment d'appartenance à une seule nation, avec tous pour un et un pour tous, n'existe simplement pas entre les peuples dont les langues, les traditions et les coutumes sont aussi diverses que celles entre les Finlandais et les Grecs. L'adoption d'une monnaie unique, loin de les réunir, les a conduits à s'éloigner.

Mais ce désastre, en fait, était-il dicté par les méchants Allemands ?

En réalité, un grand nombre d'Allemands, depuis le ministre des Finances de droite Wolfgang Schaüble jusqu'à l'ancien chef du parti « *Die Linke* » Oskar Lafontaine aurait préféré une solution très différente : la sortie de la Grèce de la Zone euro. Schaüble pensait aux finances allemandes, pendant que Lafontaine pensait à ce qui serait le meilleur pour le peuple grec – et l'Europe dans son ensemble.

Entre ces deux extrêmes, un compromis allemand aurait pu éviter la capitulation abjecte du 12 juillet, en organisant le retour de la Grèce à sa monnaie nationale, la drachme.

Effectivement, au moment du référendum grec, une majorité de gouvernements créanciers de l'Union Européenne aurait préféré voir la Grèce quitter la Zone euro.

Le gouvernement qui a crié victoire à propos de la capitulation grecque fut le gouvernement français de François Hollande. Dans les négociations de dernières minutes, la France a pris position pour que la Grèce soit absolument gardée dans la Zone euro, pour « sauver l'Europe ». Les commentateurs français ont débordé de joie quant au fait que Hollande « a tenu tête à Merkel » et a sauvé à la fois le sacro-saint « couple Franco-allemand » et l'Union Européenne elle-même en exigeant que la Grèce reste fidèle à la dure monnaie qui la tue.

Donc pouvons-nous conclure que la Grèce a capitulé devant la France ?

Ne soyons pas ridicules. Le dette française rivalise avec celle de la Grèce, avec la différence, évidemment, que la France a une économie réelle. La France possède la plus grande partie de dette grecque après l'Allemagne. Mais néanmoins, la France est aussi finalement menacée par les règles de la Zone euro, qui imposent la servitude pour dette aux Etats membres européens du sud. La France n'est pas en mesure de dicter la politique économique à l'Allemagne.

Et cette observation nous amène au facteur qui a été négligé dans le cas de la Grèce : le rapport de forces avec la « communauté transatlantique » et sa branche militaire, l'OTAN.

Les États-Unis ont été relativement discrets pendant cette crise, mais la volonté de Washington est connue. La Grèce doit rester fermement attachée à l'Union Européenne, pour les raisons géopolitiques. Regardez juste où la Grèce est placée et ce qu'elle est : un pays chrétien Orthodoxe avec de bonnes relations historiques avec la Russie, situé sur la Méditerranée pas si loin de la Russie de « Poutine ». La Grèce ne doit pas être autorisée à dériver. Pause.

Une autre question qui a été complètement négligée : est-il possible pour un pays membre de l'OTAN d'avoir de glisser politiquement dans une voie contraire aux intérêts étasuniens ? Est-il libre de bouger vers des relations vraiment sympathiques avec la Russie ? La Grèce a vécu un putsch militaire dans un passé pas si lointain. Le commandement et le contrôle de pays membres de l'OTAN est surveillé de près par les militaires Américains.

Depuis que l'ancien président Nicolas Sarkozy a inversé l'action stratégique du Général de Gaulle pour garantir l'indépendance nationale et a fait rentrer la France dans le commandement de l'OTAN, la France s'est alignée effectivement sur Washington dans une mesure sans précédent. Avec son bref *show* de « confrontation avec madame Merkel », François Hollande réalisait en fait de la politique de Victoria Nuland.

L'Union Européenne (y compris l'Allemagne) continuera à lutter avec son « problème grec », pendant que la Grèce continuera à être étranglée par l'Union Européenne.

La capitulation européenne face aux États-Unis d'Amérique a eu lieu il y a environ soixante-dix ans. Elle a été accueillie comme une libération, évidemment, mais s'est transformé en domination durable. Cela a été vraiment reconfirmé le 12 juillet 2015, par la capitulation grecque. Et cette capitulation a été renforcée par une idéologie hégémonique croissante d'antinationalisme, particulièrement forte à gauche, qui considère que « le nationalisme » est la source de tout le mal et l'Union Européenne la source de tout le bien, dès lors qu'elle détruit la souveraineté des nations. Cette idéologie est si dominante à gauche que très peu de gens de gauche osent la défier – et Syriza à était de gauche exactement de cette façon, croyant dans la vertu « d'appartenir à l'Union Européenne », quelles que soient la douleur et la souffrance que cela implique. Ainsi Syriza n'était même pas préparé à quitter la Zone euro, encore moins à quitter l'Union Européenne.

Par conséquent, seuls les partis « de droite » osent défendre la souveraineté nationale. Ou plutôt n'importe qui qui défend la souveraineté nationale sera étiqueté de « droite ». On oublie trop facilement que sans souveraineté nationale, il ne peut y avoir aucune démocratie, aucun choix du peuple. Comme le désastre grec oblige de plus en plus d'Européens à avoir de sérieux doutes de la politique de l'UE, le désir croissant de réaffirmer la souveraineté nationale fait face à l'obstacle des stéréotypes gauche-droite. Une grande partie de la gauche Européenne se trouve de plus en plus coincée dans une contradiction entre son « rêve européen antinationaliste » et la destruction de démocratie par la bureaucratie financière de l'UE. Le drame grec est le premier acte d'un long et confus conflit européen.

Diana Johnstone

Article original : [CounterPunch](#). Paris, le 17 juillet 2015.

Traduit de l'anglais pour El Correo de la diaspora latinoamericana par : Estelle et Carlos

Debiasi

[El Correo de la diaspora latinoamericana](#). Paris, le 19 juillet 2015.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org.

Diana Johnstone est l'auteur de « [Fools' Crusade : Yugoslavia, NATO, and Western Delusions](#) ». Son nouveau livre, « *Reine du Chaos : les Mémoires de Hillary Clinton* », sera publié par CounterPunch en septembre 2015.

Copyright © 2015 Global Research